

Le nucléaire et le mvt antinucléaire au Japon - aperçu sommaire -

Iluc Pasquinet, en coopération avec Kolin Kobayashi qui m'a envoyé des documents en japonais et a gentiment accepté de relire et corriger ma copie. Je l'en remercie. Août 2023

Avant d'aborder l'histoire du mouvement antinucléaire il nous a semblé pertinent d'apporter quelques précisions quant à l'histoire du Japon depuis la Deuxième guerre mondiale et d'expliquer comment le nucléaire civil y a été adopté. Comme en France il existe un lien entre le nucléaire militaire et civil, mais en l'occurrence le nucléaire militaire c'est l'accord de défense entre le Japon et les Etats-Unis (AMPO) d'où l'importance des luttes contre l'AMPO dans les années 1960.

I - L'aspect historique et le nucléaire militaire : ¹

Le Japon est le seul pays à avoir été victime d'une frappe nucléaire, il possède depuis lors une réputation de pacifisme et d'hostilité à l'arme atomique. Notamment le mouvement international contre la bombe est né en 1954 à Tôkyô suite à la contamination du thonier Daigo Fukuryu Maru.

Rappelons que le Japon a été occupé par les États-Unis pendant environ sept ans après la guerre, de 1945 à 1952, et les survivants d'Hiroshima et de Nagasaki ont été empêchés par le GHQ américain de partager leurs expériences et leurs témoignages sur l'exposition aux radiations.

En mars 1954, le thonier Daigo Fukuryu Maru (Lucky Dragon N°5) a été victime d'un essai de bombe à hydrogène américain dans l'océan Pacifique, et son retour au port, fortement contaminé par les cendres de la mort, a été largement reporté dans les journaux.

La même année, l'homme politique conservateur **Yasuhiro Nakasone**, qui deviendra plus tard Premier ministre, et d'autres ont présenté à la Diète un budget de 235 millions de yens pour la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie atomique (un montant peu important) qui est devenu le point de départ de la loi fondamentale sur l'énergie atomique adoptée en 1955. Le budget pour la recherche et le développement de l'énergie atomique incluait également la mise au point de la bombe atomique, mais cela n'a pas été retenu dans cette loi. Celle-ci était basée sur « trois valeurs de l'énergie nucléaire », à savoir « la démocratie, l'autonomie et l'ouverture ». Après son adoption, la Commission de l'énergie atomique a été créée l'année suivante et présidée par **Matsutaro Shoriki**, propriétaire du *Yomiuri Shimbun* (journal à grand tirage) et plus tard fondateur de la Nippon Television Network Corporation. **Matsutaro Shoriki**, était un collaborateur de la CIA et a organisé une série de grandes expositions sur l'énergie nucléaire dans des lieux tels que le musée du mémorial de la paix d'Hiroshima, ce qui a contribué à effacer le traumatisme du bombardement atomique et à faire accepter au peuple japonais l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie à usage pacifique. Ces expositions ont permis d'effacer le traumatisme des bombardements atomiques et d'encourager les Japonais à considérer l'énergie nucléaire comme une forme d'énergie pacifique.

Par ailleurs, trois premiers ministres, dont **Nobusuke KISHI**, **Eisaku SATO** et **Yasuhiro NAKASONE**, étaient des collaborateurs de la CIA, comme le révèlent des archives américains classifiés publiés par la FOIA.

Le pacifisme japonais est retranscrit dans les « trois principes non nucléaires » du pays explicités par le Premier ministre Sato Eisaku en **1967** : *ne pas fabriquer, posséder ni introduire d'armes nucléaires* sur le territoire japonais. Néanmoins, cela n'empêche pas le pays d'être placé sous la protection du « parapluie nucléaire » des États-Unis, depuis le Traité de coopération mutuelle et de sécurité de **1960**. Ces accords ont été renouvelés et renforcés en **2013**, dans un contexte régional tendu.

À la différence des pays européens qui sont sortis de la guerre froide après la chute du mur de Berlin, le Japon, d'après ses gouvernements, s'y trouverait toujours exposé du fait de la « menace » que ferait peser la Corée du Nord. Plus précisément, la Corée du Nord, en opposition avec les États-Unis, menace les bases militaires américaines stationnées au Japon, ainsi que le gouvernement japonais, qui en est complice. Il est certain que le Japon se trouve dans une zone géopolitique très tendue. Il a encore des conflits territoriaux avec la Chine (îles Senkaku-Diaoyu, îlots artificiels), la Corée du Sud (îles Dokdo-Takeshima) et la Russie (îles du Sud de l'archipel des Kouriles). Ces conflits ont été ravivés par des incidents diplomatiques et militaires et s'enveniment, parfois dans la violence. La Corée du Nord a effectué, en septembre 2016, son cinquième essai nucléaire et a multiplié

¹ Je me suis inspiré du texte suivant pour rédiger ce chapitre : « **Prolifération nucléaire et néoréalisme : les tentations du Japon face à la Chine et à la Corée du Nord** », Arthur Laudrain, dans *Revue Défense Nationale* 2017/6 (N° 801), pages 190 à 194

les provocations. Ces essais nucléaires répétés se doublent d'expérimentations de plus en plus complexes de vecteurs balistiques.

C'est dans ce contexte qu'a été élu **Shinzo Abe fin 2012** à la tête du parti libéral-démocrate et devient automatiquement Premier ministre. (Au Japon, le premier Ministre n'est pas élu au suffrage universel) sur la base d'un discours nationaliste et ferme, notamment en termes de politique étrangère. Il multiplie les signaux vers le durcissement de la posture militaire nipponne. Abe a réaffirmé son attachement aux principes non nucléaires. Cependant, il a au passage nié que cette position politique découlait d'une obligation constitutionnelle, en citant l'ancien Premier ministre Takeo Fukuda (1978). Le Japon serait très probablement, et dans l'absolu, capable de développer une filière nucléaire militaire en seulement quelques années. Avoir la capacité nucléaire, ce qui est l'aspiration historique du PDL. En effet, le Japon souhaite en même temps devenir un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Stratégies et tensions liées à la présence militaire américaine au Japon :²

La forte présence militaire américaine au Japon - environ 54 000 hommes – pose deux types de problèmes. Premièrement les nuisances aux riverains des bases, en particulier à Okinawa qui concentre 70% des bases américaines au Japon.

Un second problème, lié au perfectionnement des capacités de frappe chinoises et nord-coréennes, est la question de la protection des soldats américains au Japon et celle de leur « dispersion » à terme sur le théâtre de l'Asie pacifique pour réduire les risques d'être attaqués plus facilement.

En 1995, le viol d'une collégienne japonaise par trois Marines à Okinawa, provoque d'importantes manifestations d'opposition, et conduit Tokyo et Washington à décider de la rétrocession progressive de plusieurs terrains et du transfert de la base la plus problématique, celle de Futenma, pour alléger les nuisances subies par les communautés locales. Futenma doit être fermée et remplacée par une base à construire à Nago, dans la baie de

Henoko au nord-est d'Okinawa. Une opposition locale forte au projet a toutefois empêché à ce jour sa concrétisation.³

Pour Shinzo Abe, la question du transfert de la base de Futenma occupe donc une place importante dans son objectif de reconquête de la confiance au sein de l'alliance nippo-américaine. Toutefois, le 23 janvier 2022, l'élection de M. Toguchi à la Mairie de Nago soutenu par la coalition au pouvoir, le Parti libéral-démocrate (PLD) et le Parti Komei, contre Yohei Kishimoto qui militait contre le transfert de Futenma, a rebattu les cartes. Il ne reste plus que le gouverneur d'Okinawa à s'y opposer. Les subventions attendues expliquent sans doute ce revirement de la population.

Tout au long de l'après-guerre, la norme qui a dominé au Japon quant à l'alliance est celle d'une crainte d'**enfermement** dans celle-ci, alors que Washington presse Tokyo de réarmer. Les règles et normes antimilitaristes mises en place par les autorités japonaises dans les années 1950-1970 continuent encore aujourd'hui de freiner la coopération militaire. Ont-elles été mises en place par pacifisme ou bien par nationalisme ? Toutefois, à chaque désengagement ou perception de désengagement des États-Unis dans la région, le Japon accorde des concessions à son allié, et se réarme. Durant ces épisodes clés (1969-1978, 1991-1999, 2009-2015), une double évolution géostratégique (fin de la guerre du Vietnam mais avancée soviétique en Asie ; fin de la guerre froide mais découverte de la menace nord-coréenne ; retrait américain progressif d'Irak et d'Afghanistan mais affirmation politico-militaire chinoise en Asie) fait craindre à la fois un retrait stratégique américain et une défaillance de Washington à répondre au nouveau défi.

Il convient de préciser ici que, malgré les trois principes non nucléaires, l'inclusion nucléaire de l'armée américaine était un fait établi avant la restitution d'Okinawa au Japon et que, même après celle-ci, il existe un accord

² Je me suis inspiré du texte suivant pour rédiger ce chapitre : **D'après : L'alliance nippo-américaine à l'horizon 2030 : déc. 2015 structure, dynamique, évolution. Etude rédigée par le Centre Asie de l'Ifr : Céline Pajon (dir.), John Seaman, Françoise Nicolas, Alice Ekman**

³ Fin 2012, le Cabinet ordonne de procéder à l'évaluation de l'impact environnemental nécessaire à la construction de la partie offshore de la base et obtient l'accord, fin 2013, du gouverneur d'Okinawa Hirokazu Nakaima pour le démarrage des travaux en échange d'un plan de relance économique annuel de 300 milliards de Yen (2,3 milliards d'euros). Pourtant, en janvier 2014, le maire de Nago, résolument opposé à la nouvelle base, est réélu. En novembre 2014, Takeshi Onaga est élu au poste de gouverneur d'Okinawa et veut s'opposer administrativement aux travaux en baie d'Henoko, alors que le gouvernement central reste campé sur sa position. La même année, les premiers avions Ospreys commencent à être déployés à Okinawa, provoquant de nouvelles inquiétudes liées à la réputation de manœuvrabilité difficile de l'aéronef. En décembre 2014, tous les représentants d'Okinawa élus à la Diète sont opposés au transfert de la base.

secret -révélé par une équipe d'enquête du ministère des affaires étrangères en 2009-, autorisant tacitement l'inclusion nucléaire en cas d'urgence, moyennant une simple consultation préalable.

La norme de l'**abandon** devient alors dominante au Japon, conduisant les dirigeants à procéder à des évolutions importantes de la posture de défense.

Cette tendance culmine depuis 2010-2012 : face à l'affirmation politico-militaire de la Chine, le Japon a pris des mesures inédites pour réformer sa politique et sa gouvernance en matière de sécurité et de défense. Pour la première fois, c'est Tokyo qui prend l'initiative de réviser les Directives bilatérales, renversant la dynamique traditionnelle d'évolution de l'alliance – la crainte d'enfermement est aujourd'hui partagée dans une certaine mesure par les deux alliés.

Depuis 2007, le Japon contribue aux coûts des bases américaines sur son territoire à hauteur de 50 à 75% environ, soit 2 milliards de dollars chaque année pour le paiement de l'électricité et des salaires des personnels japonais, entre autres. Les alliés renégocient la part contractuelle de ce soutien financier (Host Nation Support) en 2015 pour les 5 prochaines années⁴.

II - L'adoption du nucléaire civil :

1- Brève histoire de l'aventure atomique au Japon :

a) Importer l'atome pour reconstruire le pays vaincu (années 1950 et 1960) :

- Le nucléaire civil pour corriger la rage de la défaite :

« La position du Japon reste toujours inférieure sur la scène internationale depuis la défaite [...]. Il me semble que la science et le nucléaire nous permettront de nous réhabiliter dans la communauté internationale et d'élever le niveau [du développement] technoscientifique. » Yasuhiro Nakasone 13/12/1955⁵

Comme la défaite de la Seconde Guerre mondiale a été expliquée par **la perte d'une guerre scientifique**, le pays a dû impérativement se reconstruire à partir du développement des sciences et technologies. Avec une telle vision scientifique, l'atome est considéré comme une épreuve emblématique à exploiter pour surmonter la défaite et rattraper le retard technoscientifique. Tout cela dans le contexte de « l'atome pour la paix » et le mythe d'une technique « neutre » et dépendant juste de l'usage qu'on en fait.

Le 8 décembre 1953, le président des États-Unis, Dwight Eisenhower, prononce un discours important sur les dangers et les avantages que l'énergie atomique peuvent apporter à l'humanité selon l'usage qu'elle en fera. Dans le contexte de la guerre froide, il ouvre aussi la porte à un contrôle des armes atomiques dans le but d'assurer la paix. La guerre froide prend une nouvelle dimension avec les essais réussis de bombes atomiques soviétique (août 1949) et britannique (octobre 1952), ainsi que de bombes à hydrogène par les États-Unis (novembre 1952) et l'URSS – ou bombe « A » enrichie – (août 1953). La crainte d'une escalade préoccupe les Nations unies (ONU) qui, le 28 novembre 1953, adoptent une résolution exprimant l'urgence de procéder à un désarmement ainsi qu'à un contrôle international et indépendant sur les armes atomiques. Le 8 décembre 1953, Eisenhower, au pouvoir depuis janvier, livre un discours (« Atomes pour la paix ») sur ce sujet devant l'Assemblée générale de l'ONU, à New York. Celui-ci brosse un portrait sombre de la menace guettant le monde. Il réaffirme la volonté ferme de son pays à user des armes atomiques si nécessaire, mais ouvre aussi la porte à la création d'une agence internationale avec laquelle tous les pays concernés, dont l'URSS, collaboreraient. Ces pays partageraient avec d'autres des informations ainsi que de l'équipement et des matériaux fisibles, en retour d'un engagement à ne pas fabriquer d'armes. Eisenhower fait également valoir que l'usage pacifique de l'énergie atomique offre des possibilités très enthousiasmantes pour l'humanité dans des domaines comme la production d'énergie ou la médecine. Cette approche plus ouverte, qui s'inscrit dans le contexte du projet américain « candeur », marque une rupture par rapport à l'administration de Harry Truman. Le discours est applaudi par les représentants de l'URSS, mais le 9 décembre le diplomate Andreï Vychinski déclare que l'offre d'Eisenhower est rejetée. Son pays exige un bannissement sans condition des armes nucléaires comme

⁴ Afin d'alléger le fardeau local, outre le déplacement de 8000 Marines, les alliés se sont entendus pour déplacer certains équipements ou entraînements hors d'Okinawa. L'utilisation conjointe des bases doit être renforcée et les alliés se sont entendus en septembre 2015 sur un accord complétant le SOFA (Status of Forces Agreement) et prévoyant la possibilité pour les autorités japonaises d'inspecter une base américaine en cas d'accident conduisant à une dégradation de l'environnement sur le site, ou en préparation de la rétrocession d'un terrain au Japon.

⁵ [Procès-verbal n° 4 du comité spécial pour la promotion de la Science et de la Technologie de la Chambre des représentants de la Diète lors de la 23ème session] », le 13 décembre 1955.

préalable à un contrôle international, proposition qui sera rejeté. Une **Agence internationale de l'énergie atomique**, sous l'égide de l'ONU, entrera en fonction en **juin 1957**.

2) S'appropriier l'atome civil et inventer pour soutenir la croissance économique (années 1970 et 1980) : - Le nucléaire pour réaliser la société de consommation :

Toutefois, la construction de la première centrale commerciale au cours des années 1960 montre un signe de changement : la fin de la sacralisation du développement électronucléaire et la montée d'un pragmatisme économique.

En 1956, en tant que directeur de l'AEC, Shoriki déclare qu'il voudrait construire une centrale commerciale sous cinq ans, **en privilégiant l'importation de la technologie étrangère** et l'initiative privée, l'occurrence il s'agissait d'importer des réacteurs de la société américaine General Electric. La première édition du *Projet à long terme des recherches, du développement et de l'utilisation de l'énergie nucléaire civile*, validé par l'AEC le 6 septembre 1956, respecte sa volonté. (=réacteur BWR à uranium enrichi).

20 réacteurs entrent en service dans les années 1970 et 16 dans les années 80. En 1990, le pays compte 39 réacteurs en fonction, produisant plus de 25 % de la production totale d'électricité du Japon.

Le **28 mars 1979**, le parc nucléaire de **Three Mile Island** aux États-Unis connaît un accident grave avec la fusion d'une partie du combustible. En faisant sensation sur la scène internationale, cet événement conduit au gel de nouveaux projets dans de nombreux pays tels que les États-Unis et la Suède. Dans l'archipel, où 17 sur 18 réacteurs existant à cette époque ont été importés depuis les États-Unis, cet accident ravive le débat sur la dépendance technologique du pays : à titre d'illustration, l'*Asahi Shimbun* écrit qu'il est « *impossible de regarder cet accident d'un œil indifférent : à cause de la similarité de la technique.* »⁶ :

Pour y faire face est lancé « *le programme d'amélioration et de standardisation du réacteur à eau légère* » afin de stabiliser le fonctionnement des centrales avec les technologies japonaises et de réduire l'exposition des travailleurs à la radioactivité, et ce en trois temps : commencé entre 1975 et 1977, puis en 1978 et 1980 et enfin entre 1981 et 1985⁷. **La dernière phase vise spécifiquement à mettre en œuvre un modèle national**, « *Nihon gata genpatsu* (centrale nucléaire de type japonais) ». Si la dépendance à la technologie étrangère a déjà été remise en question par divers acteurs, la troisième étape du Programme fixe quant à elle l'objectif « d'établir un réacteur à eau légère japonais – des machines et du système jusqu'à la totalité de la pile atomique y compris [les structures du] cœur, en promouvant la coopération internationale mais principalement en s'appuyant sur nos propres technologies (jishu gijutsu) ».

Le Japon chemine donc en sens inverse de la France où l'on a abandonné la filière nationale (graphite-gaz) pour adopter celle venue des États-Unis en 1969 (PWR). Mais cette fièvre nationaliste va vite se heurter au mur des calculs économiques.

En fin de compte, l'opération met au point deux types de réacteurs à eau légère, le ABWR (*Advanced Boiling Water Reactor*) et le APWR (*Advanced Pressurized Water Reactor*), **en tant que fruits du codéveloppement nippon-américain**. Du conflit entre le nationalisme technologique des experts et décideurs et le calcul économique des exploitants ce sont ces derniers qui sortent vainqueurs – ayant milité pour la collaboration internationale –, estime Hitoshi Yoshioka⁸.

Dès les années 1970, afin d'obtenir « une **indépendance technologique et l'autosuffisance énergétique** », l'agence de la Science et de la Technologie, de son côté, accélère le développement des technologies de recyclage du combustible usé. Dans cette stratégie, c'est la Power Reactor and Nuclear Fuel Development Corporation (plus communément appelée *Dōnen* en japonais), fondée en **1967**, qui exploite deux nouveaux types de réacteurs nucléaires, le *Fugen* et le *Monju*. En leur donnant le nom de sages bouddhistes, les promoteurs ont projeté l'**originalité asiatique** dans la continuité du programme atomique.

⁶ « *Beikoku izon, tanningoto denai jiko, gijutsu no maruutsushi ga hibiku* [Dépendance aux États-Unis, impossible de regarder cet accident d'un œil indifférent : il peut y avoir des répercussions à cause de la similarité de la technologie] », *Asahi Shimbun*, 9 mai 1979.

⁷ Avec ce programme, les autorités veulent dissiper le doute contre l'électronucléaire au sein de la population. Voir Nakase, 2003.

⁸ Yoshioka, 2011, p. 189-190.

Le *Fugen* est un prototype du réacteur thermique avancé (ATR) utilisant le combustible **MOX** (Mixed oxide fuel : combustible fabriqué à partir de l'oxyde de plutonium et d'uranium), modèle qui combine le BWR avec le réacteur canadien CANDU sur le plan technique. « *L'envie de notre pays depuis le début du développement électronucléaire pour établir un réacteur national s'est concrétisée dans le projet de l'ATR* », rappelle aujourd'hui le site internet du programme⁹. En **1995**, faute d'investissement de la part du secteur électrique, le projet de mise au point de l'ATR est suspendu : le prototype *Fugen* a perdu sa raison d'être. L'AEC décide donc en 1998 de démanteler l'installation. Alors que le désir d'inventer un surgénérateur était déjà manifeste dans le premier *Projet à long terme* de **1956**, il commence à se matérialiser dans l'archipel par la construction du *Monju* en **1985**. Le projet du Monju malgré les contestations et des fuites de sodium en **1995** est maintenu jusqu'en **2016**. Finalement, la décision de fermeture est officiellement justifiée par de nombreux dysfonctionnements et le gaspillage d'argent.

Par ailleurs, le Japon avait demandé à la France de retraiter le combustible pour le recycler avec son propre système, qu'il avait baptisé Plutermal. Il avait aussi affirmé qu'il pourrait construire un surgénérateur et recycler le combustible pour toujours, comme a essayé de le faire la France....pendant six mois..., mais en fait comme en France, le programme de surgénérateur s'est effondré et la boucle Plutermal n'a été jamais fermée. Cependant, le Japon, qui possède 45,5 tonnes de plutonium, est considéré avec suspicion par les pays étrangers et tente de l'utiliser en produisant du combustible MOX¹⁰. Il s'agit d'une mesure désespérée comme méthode d'élimination du plutonium, de plus le Japon n'a pas été en mesure de réaliser une usine de retraitement pour produire du combustible MOX. Celle de Rokkasho, est retardée depuis 26 ans maintenant, et chaque fois son achèvement est sans cesse repoussé. Au stade actuel, elle serait prévue pour septembre 2024, mais il est probable que l'échéance sera encore repoussée.

Le combustible MOX est externalisé en France, mais l'usine française MELOX a connu de nombreux problèmes et les exportations vers le Japon ont été retardées. La question est de savoir si le Japon peut éliminer/réutiliser le plutonium excédentaire d'une manière acceptable pour l'AIEA.

On peut donc parler d'échec en ce qui concerne « le nucléaire du futur....permettant une autonomie énergétique totale » tout comme en France.

3) Exporter les technologies nucléaires pour sauver l'atome de l'archipel (depuis les années 1990)

Ce panorama d'une histoire du développement atomique au Japon, montre que les promoteurs japonais ont conçu et fait évoluer leur ambition techno-politique vis-à-vis du programme électronucléaire pour surmonter les difficultés du Japon. Pour eux, l'atome a d'abord incarné **un outil stratégique pour reconstruire le pays après la défaite**, puis **pour soutenir la croissance économique** après la crise énergétique de 1975. Autrement dit, afin de légitimer leur programme atomique, ils ont prétendu que l'atome (pacifiste et glorieux, et progressivement économique et écologiste) pouvait faire avancer le progrès national. **Il s'agissait d'inventer l'atome « pour le Japon »**, et les divers projets que nous avons abordés ici ont été conçus pour répondre à cette aspiration. Toutefois, la récente mutation vers l'expansionnisme met en lumière une nouvelle phase du « nucléaire japonais » : **l'atome étant menacé par la crise du secteur, c'est la nation qui doit aujourd'hui se mobiliser pour le sauver**. Dans ce contexte, la catastrophe du 11 mars 2011 est interprétée comme un nouveau moment charnière d'une renaissance conjointe de la nation et de l'atome. Finalement, alors que les épisodes catastrophiques de l'atome ont jalonné l'histoire du Japon d'après-guerre, **ses promoteurs se sont à chaque fois approprié ces expériences pour revendiquer la légitimité « japonaise » du développement électronucléaire**. Comme en France le nucléaire est devenu une « idéologie nationale », mais s'il s'agit chez nous de continuer l'impérialisme français sans territoire, au Japon il s'agit plutôt d'un moyen pour s'affirmer au niveau international.

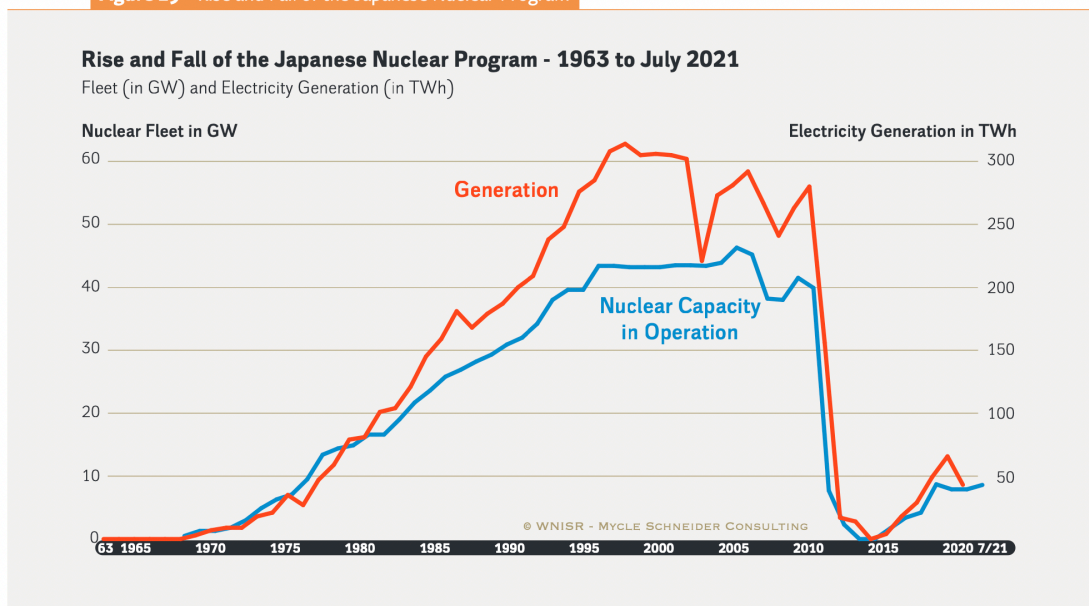
⁹ (JAEA, <https://www.jaea.go.jp/04/fugen/about/technology/>)

¹⁰ Le combustible MOX est un combustible nucléaire constitué d'environ 8,5 % de plutonium et 91,5 % d'uranium appauvri.

Si, au plan politique, la promotion de l'atome a donc été continue, y compris au cours des premières années suivant la catastrophe de Fukushima, ces efforts ne trouvent plus aujourd'hui le même écho dans la presse et au sein de l'opinion publique. Il semble en effet de plus en plus difficile de prétendre que l'atome serait le garant de l'avenir de la nation japonaise, d'autant plus que l'accident de Fukushima Daiichi **a conduit non seulement à renchérir le coût de construction d'une centrale nucléaire pour renforcer la sécurité technologique, mais aussi à faire monter en puissance les méfiances et contestations antinucléaires au Japon comme à l'étranger.** Enfin, pour les Japonais, la gestion des déchets et le **démantèlement des réacteurs endommagés demeurent une rude épreuve technologique, pour ne pas dire une impasse.**

World Nuclear Industry Status Report | 2021

Figure 29 - Rise and Fall of the Japanese Nuclear Program



Sources: WNISR with IAEA-PRIS, 2021

Note: This figure considers Ikata-3 in LTO since 2019. The reactor was shut down in December 2019 for maintenance and refueling.

III- Histoire du mouvement antinucléaire japonais :

I - Les mouvements antinucléaires avant l'accident de Fukushima :

On oublie trop souvent que le Japon a connu tout au long de son histoire des mouvements de contestation résolus et parfois très brutaux, depuis les révoltes paysannes sous forme « *ikki* » (doléances apportées illégalement au seigneur avec condamnation à mort du leader) ou de jacqueries comme en France et au Royaume-Uni jusqu'aux émeutes étudiantes de 1968, en passant par les grandes grèves des années 1950 et le violent mouvement national de 1959-1960 contre le traité de sécurité avec les États-Unis (AMPO).

Le mouvement antinucléaire n'a pas surgi comme un champignon radioactif après l'accident de Fukushima. Un peu d'histoire :

Le **8 septembre 1951**, le Japon signe le Traité de paix de San Francisco. Ni la Chine communiste, ni l'URSS, ni la Corée, alors en pleine guerre, ne signent le traité. Plutôt qu'un véritable traité de paix réglant les problèmes de la guerre, il marque l'entrée du Japon dans le camp occidental. En laissant en suspens un certain nombre de différends territoriaux et/ou historiques, il fait le lit de tensions récurrentes dans le futur, quand les États auront les moyens de faire valoir leurs revendications. Par ailleurs, il est précisé que l'archipel des Ryûkyû, au sud du Japon, qui comprend Okinawa, reste sous tutelle américaine jusqu'en 1972.

Le traité de sécurité nippo-américain (安保-AMPO) est signé le même jour. Dès lors, la défense du Japon sera assurée de deux façons : par les forces américaines et, dès **1954**, par le développement de forces d'autodéfense (FAD) – avec l'encouragement de Washington. Ce traité prévoit la jouissance par les troupes américaines de bases militaires sur le territoire japonais, en appui aux deux missions dévolues aux Américains : garantir la défense du Japon en cas d'attaque ou d'émeutes et maintenir la sécurité dans l'« Extrême-Orient » (Article 1) L'alliance nippo-américaine s'appuie sur le traité de sécurité de 1951, révisé en 1960, et organise la défense du Japon par les capacités militaires américaines, conventionnelles et nucléaires.

Fondamentalement asymétrique, le traité prévoit qu'en échange, le Japon accueille des forces américaines sur son territoire, mais, en principe, ne participe pas à leur protection.

Le mouvement contre l'Ampo (安保闘争, Anpo tōsō, a eu lieu de 1959 à 1960, puis à nouveau en 1970, et il a vu au point culminant des manifestations en juin 1960 des centaines de milliers de manifestants encerclant presque quotidiennement le bâtiment de la Diète nationale du Japon à Tokyo. 5,8 millions de personnes contestent la sujétion aux Etats-Unis et provoquent l'annulation de la visite du Président Eisenhower. Suite au décès d'une manifestante le premier ministre Nobusuke Kishi est même obligé de démissionner.

Cette révision de 1960 prévoit l'interdiction pour les forces américaines d'intervenir dans les affaires intérieures japonaises, mentionne explicitement l'obligation des Etats-Unis de protéger les Japon et met en place un mécanisme de consultation avec celui-ci pour toute évolution des activités militaires américaines dans le pays (arrivée massive de troupes, opérations à partir des bases au Japon, passage d'armes nucléaires...).

En réalité, ce mécanisme ne sera jamais utilisé. Les Américains restent libres de leurs activités sur les bases.

Rappelons qu'après la libération d'Okinawa, le Japon s'est doté d'une commission mixte américano-japonaise, dont l'objectif était de discuter des questions relatives aux bases et de la mise en œuvre du traité de sécurité.

Mais la pression américaine a influencé la politique japonaise, sa politique étrangère et l'attitude du Japon à l'égard des États-Unis. Les procès-verbaux des réunions conjointes n'ont jamais été rendus publics et les Japonais n'avaient pas le droit de traduire en justice les soldats américains présents sur les bases américaines s'ils commettaient des fautes. C'est la preuve que le Japon continue à vivre une **situation postcoloniale**.

Néanmoins, les manifestations contre l'Ampo ont été des luttes pacifistes plutôt qu'antinucléaires.

Tout d'abord, les étudiants et les travailleurs n'ont pas brandi de slogans antinucléaires pendant la lutte contre le traité de sécurité en 1970. Il y avait des slogans contre l'impérialisme américain, la guerre du Viêt Nam et les bases militaires américaines installées au Japon, mais une perspective sur les armes nucléaires était totalement absente. Cependant, lors du traité de sécurité de 1970, divers mouvements de gauche d'étudiants à travers le pays se sont unis pour former le Mouvement de coordination nationale «Zen-kyōtō», un mouvement important. Il faisait penser à Mai 1968 à Paris. Lorsque l'accord de réversion d'Okinawa a été signé en 1971, il existait un accord secret sur l'introduction d'armes nucléaires par l'armée américaine. Il n'était pas connu à l'époque et n'a été reconnu par le ministère des affaires étrangères qu'en 2009. S'il avait été découvert à l'époque, il aurait pu provoquer de nombreux bouleversements sociaux. Il y a également eu la lutte de Sanrizuka contre le projet de construction de l'aéroport de Narita, qui a débuté en 1966 et dure jusqu'à présent et qui a été une occasion majeure de repenser l'agriculture et le productivisme. On peut la comparer aux récentes luttes de Notre-Dame-des-Lands et à celle contre les Megabassines en France.

De plus, il n'y a pas eu pendant les années 1980 de mouvement social comparable aux mouvements de contestation des années 1960 à l'instar de ce qu'il s'est passé dans les pays occidentaux. Si en Occident des mouvements opposés au néolibéralisme ont pris un essor depuis la fin des années 1990 ce ne fut pas le cas au Japon où, pourtant, le néolibéralisme a produit les mêmes effets d'exclusion sociale qu'en Europe.

Enfin, si l'opposition à l'AMPO fut très forte en 1960, il n'y en eut aucune en 2013 au moment de son renouvellement.

Le mouvement antinucléaire :

Le mouvement antinucléaire aurait connu au moins quatre vagues, les années 1970, la fin des années 1980, la fin des années 1990 au début des années 2000, et depuis 2011, chacune avec une tendance interne différente. Les premières manifestations antinucléaires militaires importantes ont eu lieu suite à la contamination de marins du *Dai-Go-fukyūmaru* (en fait d'une zone importante dans l'océan pacifique qui aurait concerné des centaines d'autres navires d'autres pays de la région) en **1954** par les essais des bombes atomiques américaines à Bikini. **Cet « incident » a incité un petit groupe féminin de lecture de l'arrondissement de Suginami (« Suginoko-kai »), à Tokyo, à organiser une campagne de pétitions contre les bombes atomiques et à hydrogène, qui est devenue le point de départ du mouvement antinucléaire international.**

Trois organisations antinucléaires voient alors le jour : la *Gensuikyô* est très liée au parti communiste japonais, la *Gensuikin* au parti socialiste, alors que la *Kakkinkaigi* est proche du parti libéral-démocrate au pouvoir. Toutes se concentrent sur le nucléaire militaire. Elles ne prêtent guère attention au nucléaire civil, qui n'en est qu'au stade des premières recherches au Japon, quand elles ne l'approuvent pas ouvertement, comme la *Kakkinkaigi*.¹¹

Il faut attendre les années 1970 pour voir une prise de conscience des aspects négatifs de l'atome civil. **En 1973, des citoyens d'Ikata intentent le tout premier recours juridique pour annuler l'autorisation de construction d'un parc électronucléaire par l'État** (mais la demande sera refusée). Plusieurs litiges lui succèdent dans l'archipel. Le gouvernement fait ainsi adopter en 1974 des lois, en vertu desquelles les collectivités locales possédant un parc nucléaire pourront bénéficier d'une subvention étatique afin de s'assurer des terrains. Par ailleurs, les journaux jouent un rôle important pour forger une opinion publique pronucléaire, en publiant des articles éducatifs et des publicités commerciales. Les exploitants y insistent sur l'avantage économique et la contribution à la politique nationale, tout en assurant que les centrales sont des installations sûres.

C'est aussi à partir des années 1970 qu'émerge un mouvement antinucléaire japonais contre la construction de centrales nucléaires **issu de la société civile**. La principale organisation est le **Citizen's Nuclear Information Center** (CNIC), créé en 1975 par un scientifique, le professeur **Jinzaburô Takagi**. Takagi a également accepté le poste de secrétaire général de l'assemblée nationale du mouvement antinucléaire.

Jusqu'à aujourd'hui, les ingénieurs ou chercheurs spécialistes du nucléaire jouent un rôle très important dans le mouvement, à l'instar des six chercheurs connus sous le nom de "Kumatori Six" à l'Institut de recherche sur les réacteurs de l'université de Kyoto préoccupés par le développement de l'énergie nucléaire, dont Hiroaki Koide et Tetsuji Imanaka, qui affichent clairement leur position antinucléaire. Ils ont multiplié les conférences depuis le 11 mars 2011. Même après leur retraite, ils ont continué à donner des conférences dans différentes régions du pays.

L'opposition au nucléaire civil s'accélère avec l'accident de Three Miles Island en 1979, suivi en 1986 par celui de Tchernobyl. En 1988, plus de 20 000 personnes défilent à Tôkyô contre le nucléaire. Dans le même temps, les luttes locales se multiplient contre la construction de nouvelles centrales. En 1989, plus de 10 000 personnes descendent dans les rues de la ville d'Aomori, au nord du Japon, pour protester contre le projet de construction d'une usine de retraitement des déchets nucléaires. En 1996, les habitants de la petite ville de Maki, dans la très conservatrice région rurale de Niigata, rejettent par référendum la construction d'une centrale. Dès lors, face à la menace d'autres référendums, l'accroissement des capacités nucléaires ne peut plus guère se faire que par extension des sites déjà existants.

Peu après l'accident nucléaire de Tchernobyl, apparaît un mouvement d'une nouvelle génération, à l'occasion de la découverte d'une contamination radioactive d'aliments importés au début de 1987. Il est **centré sur les femmes au foyer, actives** dans les coopératives du *Seikatsu Club*¹². De janvier à **février 1988**, des manifestations non violentes contre les tests pour la mise en service de la centrale nucléaire d'Ikata de Shikoku Electric Power Co. se sont déroulées sans rapport avec la mobilisation des syndicats et ont attiré l'attention des médias. En résumé jusqu'au début des années 1980 le mouvement antinucléaire est dominé par la résistance locale des agriculteurs, des pêcheurs et des villes contre la contamination radioactive dans le cadre d'une fédération de travailleurs. Après l'accident de Tchernobyl, il s'enracine dans un mouvement "alternatif" qui a commencé à se former à la fin des années 1970. C'est un mouvement centré sur les femmes des zones urbaines qui se sont appropriées la question de l'énergie nucléaire à la suite de changements dans l'opinion publique nationale.

¹¹ Pour cette partie je me suis inspiré de : 安藤丈将著 『脱原発の運動史ーチェルノブ ーイリ, 福島, そしてこれから』 Anso Takemasa : « le mouvement antinucléaire, Tchernobyl, Fukushima etc. » ed. Iwanami Shoten

¹² En 1965, le *Seikatsu Club* a commencé à travailler comme un mouvement social et volontaire avec 200 femmes de Tokyo qui souhaitent changer leur vie et introduire plus d'autonomie dans leur communauté locale à partir d'une activité d'achat collectif de lait. Ce mouvement est devenu une coopérative de consommateurs qui fournit actuellement près de 3 000 produits de base.

Au début des années 1970, le *Seikatsu Club* était une des premières coopératives qui ont inventé le système Teikei (提携[?], contrat d'achat collectif direct entre producteurs et consommateurs à l'esprit mutualiste et égalitaire), modèle repris dans le mouvement des AMAP en France.

Il y aurait eu 80 sites dans tout le pays où on a refusé des centrales nucléaires, des usines de retraitement et des centres d'éliminations de déchets radioactifs.

Examinons les méthodes des nucléocrates et des opposants.

Les mouvements d'opposition ont deux conséquences :¹³

La concentration des réacteurs :

Suite à de nombreuses oppositions, TEPCO a dû concentrer l'implantation de réacteurs pour éviter les refus. « Seul TEPCO, au lieu d'envisager de nouveaux sites les uns après les autres, s'est concentré sur un seul site : 7 réacteurs à la centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa dans la préfecture de Niigata, 6 réacteurs à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi dans la préfecture de Fukushima et 4 réacteurs à la centrale nucléaire de Fukushima Daini ». Il va sans dire qu'une telle concentration fragilise encore plus les centrales en cas d'accident.

La durée des luttes s'allonge :

« On a mis 30 ans entre la planification et le début de l'exploitation pour réaliser le nouveau site le plus récent, la centrale nucléaire de Higashidori. » p.40

Si 30 ans c'est long pour une entreprise électrique, ça l'est encore plus pour les opposants.

En même temps qu'elle signifie une plus grande rigidité dans la promotion du nucléaire comme politique nationale, cette durée implique aussi que l'opposition doit poursuivre le mouvement pendant plusieurs décennies, et les populations des localités qui continuent d'agir en position de le promouvoir sont presque les mêmes.

« On se trouve dans une situation où vous n'avez pas d'autre choix que d'y passer votre vie. Dans le même temps, la ville continue d'être divisée. La communauté, qui était à l'origine extrêmement soudée, est devenue désagréable avec les parents, les frères et sœurs, les proches et les collègues pêcheurs à cause de la centrale nucléaire, et les relations humaines sont détériorées".' p.40

Pour éviter toute contestation au début la construction d'un réacteur nucléaire s'est faite souvent par un passage en force :

Le passage en force :

Prenons l'exemple de la première centrale nucléaire de Kansai Electric Power, la centrale nucléaire de Mihama. Le 14 mai 1962, le gouverneur de la préfecture de Fukui a demandé à la ville de Mihama de coopérer avec Japan Atomic Power Company pour la construction d'une centrale nucléaire. Le maire a immédiatement donné son accord. Le lendemain, les maires des districts prévus ont été sollicités pour leur adhésion, et cinq jours plus tard, le 20 mai, l'assemblée municipale a tenu une réunion de tous les membres et a décidé d'accepter la centrale nucléaire (Japan Federation of Bar Associations Pollution Countermeasures Comité, 1976 : 37). Avant que les habitants ne comprennent ce qui se passait, ils ont créé de force une situation dans laquelle les trois conditions d'implantation de la centrale nucléaire avaient été remplies : acquisition de terres, compensation pour la pêche et consentement local.

Dans ces circonstances, il était extrêmement difficile pour les habitants d'exprimer leur opposition au projet, et il était pratiquement impossible de le bloquer si les trois conditions étaient officiellement réunies. Alors que lorsque le projet avait été mis à jour à un stade précoce avant la fin de l'acquisition des terres, il y avait encore une petite marge de manœuvre pour que l'opposition se fasse jour, et que le projet soit retiré.

Inversement il existe une procédure référendaire permettant de s'y opposer :

La procédure référendaire locale :

Même s'il est démontré que la volonté des habitants est clairement opposée à la construction d'un réacteur, elle ne conduit pas nécessairement à un abandon immédiat. Par exemple à Makimachi.

En 1969, le projet de Tohoku Electric Power de construire une centrale nucléaire à Makimachi dans la préfecture de Niigata fait surface. Un référendum -local- a eu lieu en 1996, avec plus de 90 % de participation, et la majorité des voix était contre.

Dans le cas de Makimachi, il y avait encore des terrains appartenant à la ville près du centre du site de construction prévu pour la centrale nucléaire. Le maire Sasaguchi a déclaré qu'il ne vendrait pas le terrain appartenant à la ville à Tohoku Electric Power Co., Ltd., **suite au résultat du vote.**

¹³ Pour cette partie je me suis inspiré de : 「原発お断り」地点と反原発運動 _ 平林.pdf p.39 (Les endroits où on a refusé le nucléaire et le mouvement antinucléaire, Hirabayashi.

Néanmoins la volonté des habitants, n'a pas été immédiatement prise en considération par la préfecture, finalement, il a fallu sept ans pour que Tohoku Electric annonce l'abandon de son projet.

Par les élections :

Après l'accident de Fukushima, la méthode consistant à s'opposer directement à la volonté des habitants est difficile et il est peu probable que les compagnies d'électricité ou le gouvernement n'y recourent. Dans la ville de Kumano, préfecture de Mie, où la construction de la centrale nucléaire de Kumano (Chubu Electric Power) était prévue, le conseil municipal a voté contre quatre fois au cours des 16 années de 1971 à 1987. Dans l'année qui a suivi l'émergence du projet, la ville et la préfecture de Mie ont officiellement informé Chubu Electric Power qu'elles n'accepteraient pas la centrale nucléaire, mais le projet n'a pas été retiré. Afin de mettre en œuvre les résolutions de l'opposition, celle-ci a dû élire des législateurs et soumettre des signatures et des pétitions contre le projet pendant 16 ans.

II - Les mouvements antinucléaires après l'accident de Fukushima :¹⁴

Nous avons déjà signalé qu'après l'accident de Tchernobyl est apparu une nouvelle génération (plutôt féminine) de militants antinucléaires.

Elle fait face au puissant lobby de l'énergie nucléaire (le « village nucléaire ») qui a monopolisé le processus de prise de décision, et fermé la possibilité pour les voix critiques de la société civile d'atteindre le processus d'élaboration des politiques. En même temps, parce que les principaux acteurs du mouvement antinucléaire étaient des femmes qui manquaient de ressources politiques telles que l'argent, l'organisation, le prestige et le statut, elles ont du d'abord acquérir une certaine autonomie dans la société civile. Selon l'auteur, les militants antinucléaires ont réinventé l'autonomie de trois manières.

La première fut la redéfinition des enjeux publics. Les préoccupations concernant la contamination radioactive des aliments ont tendance à être rejetées comme une affaire personnelle, mais le mouvement de mesure de la radioactivité a défini les choix alimentaires comme un programme qui devrait être débattu publiquement et en a fait un problème social.

Deuxièmement, la modification de l'image du citoyen. La pensée politique moderne a établi le citoyen comme un « individu autonome », condition préalable au fonctionnement de la démocratie, mais les femmes et les autres personnes vulnérables ont tendance à être exclues de cette vision. En réponse, « *les dirigeants du mouvement antinucléaire se soutiennent mutuellement et élèvent la voix collectivement* ».

Le troisième point est la facilitation de l'expression politique des femmes.

Des travaux tels que les tâches ménagères, les soins aux enfants et les soins infirmiers ont été considérés comme « privés » et, en réalité, sont devenus un fardeau écrasant pour les femmes, les empêchant de participer à la sphère publique en tant que « citoyennes ». Les mouvements sociaux, incitent les femmes à l'action en clarifiant la dimension sociale de ce qui était considéré comme privé et en mettant en avant l'activité politique, et les modes de vie. En offrant un forum d'apprentissage et de discussion, les femmes peuvent avoir la possibilité de parfaire leur expression politique.

On a ainsi pu dire que le mouvement antinucléaire a ainsi créé un mode de vie qui exprime une « culture » différente de la suprématie économique symbolisée par le nucléaire, et plus féministe.

Echec de l'impact politique du mvt antinucléaire :¹⁵

Lors de la première grande manifestation du 10 avril 2011 à Tokyo, les militants antinucléaires traditionnels (CNIC) peinent à réunir 2 500 personnes dans le parc Shiba, alors que 12 000 se rassemblaient dans le quartier de Kôenji à l'appel d'un jeune activiste, Matsumoto Hajime, membre de l'organisation « La révolte des amateurs » (*shirouto no ran*). Comme dans tous les mouvements sociaux contemporains, **d'après l'auteur**, l'utilisation des réseaux sur Internet aura été déterminante pour appeler les gens, et surtout les jeunes, à descendre dans la rue. L'incapacité des antinucléaires traditionnels à maîtriser ces nouveaux moyens de communication serait devenue son point faible.

¹⁴ Je me suis inspiré de : 安藤丈将著 『脱原発の運動史ーチェルノフ ーイリ , 福島 , そしてこれから』

Ando Takemasa : « le mouvement antinucléaire, Tchernobyl, Fukushima etc. » ed. Iwanami Shoten

¹⁵ Je me suis inspiré du texte suivant : **LE MOUVEMENT ANTINUCLEAIRE JAPONAIS DEPUIS FUKUSHIMA**
Mathieu Gaulène, ed Sciences Po.

Je me risque à quelques commentaires : Il y aurait beaucoup à dire sur le lien entre la technique et les mouvements sociaux pensons à l'avalanche d'articles qui interprétaient le soulèvement tunisien de 2010-2011 (la "révolution de jasmin") comme la "révolution Facebook", sous prétexte que les insurgés y auraient goûté la liberté et s'en étaient servis pour s'exprimer - on se souviendra facilement du soulèvement iranien de 2009 "grâce" à Twitter, du mouvement de 1995 "grâce" aux fax, de la révolution espagnole "grâce" au téléphone, de 1789 "grâce" au journaux, etc.

Nous ne sommes jamais loin, à chaque fois, de l'idéologie technicienne qui extrait la technique de la société pour en faire une cause première, déterminante et extra-sociale.

Il existe cependant des exemples d'initiatives individuelles qui ont joué un rôle important. Par exemple, une personne très individualiste, le compositeur et pianiste Wataru Iwata, a commencé très tôt à mesurer la radioactivité à Fukushima. Il a appris auprès de la CRIIRAD, a reçu son soutien, a mis en place une station de mesure « citoyenne » et a impulsé la création d'un réseau national des 31 stations du pays pour créer le réseau <Min-na-no-Data>, «Des données pour tous». Cela a conduit au lancement d'un site web, à la publication des valeurs mesurées et à la publication d'une carte des mesures de radiation dues à l'accident de Fukushima. L'importance historique de cette publication est considérable. La carte de contamination de Fukushima, publiée en 2018, est le résultat de la mesure de 3 400 sites, avec environ 4 000 personnes participant à cette mesure sur le sol en Bq.

Mais revenons à l'histoire du mouvement d'après M. Gaulène. Il s'organise peu à peu autour du réseau « *Sayonara Genpatsu* » [Au revoir le nucléaire !]. Le mouvement a débuté en juin 2011 et a réussi à mobiliser 60 000 personnes, rassemblant des intellectuels japonais de l'ancienne génération mais de premier plan, tels que le lauréat du prix Nobel Kenzaburo Oe, le journaliste Kei Kamata, les écrivaines Keiko Ochiai, Hisae Sawachi, Jakucho Setouchi et le musicien Ryuichi Sakamoto. Il rassemble à la fois les antinucléaires historiques, comme le CNIC et Green Action ; des syndicats minoritaires, mais aussi, bien qu'elle reste pro-nucléaire, certaines fédérations de la centrale géante Rengo (à commencer par la très puissante fédération des fonctionnaires locaux, forte de 830 000 membres), quelques formations de gauche ultra-minoritaires comme le Parti social-démocrate (ex-Parti socialiste) et le Nouveau parti socialiste, et de nombreux néophytes

Une organisation d'extrême-gauche vouée à la défense de l'article 9 de la Constitution entreprend de poursuivre cette stratégie en décidant d'« Occuper Kasumigaseki » (le quartier des ministères et du Parlement), bientôt rejoint par une Association des femmes de Fukushima. Ils ont créé un village de tentes devant le ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI), soutenu par plus de 34 000 personnes, qui ont tenu un piquet de grève et entretenu leurs tentes tous les jours. Ce village de tentes est resté un symbole de soutien pour les personnes évacuées et leur a donné de l'espoir. On verra aussi arriver l'extrême droite japonaise divisée entre une tendance antinucléaire civil¹⁶ et une autre pronucléaire civile, mais les deux soutenant le nucléaire militaire.

Finalement en 2012, les centrales nucléaires japonaises ont toutes été arrêtées mais **pas à cause des luttes des antinucléaires**, mais par des contraintes de maintenance, ou à cause des nouvelles normes de sécurité qui obligent les centrales à passer des tests pour pouvoir redémarrer les réacteurs arrêtés. Néanmoins, même si on a pu en redémarrer quelques unes, tout le reste du nucléaire japonais n'a pas été redémarré, essentiellement **cette fois-ci pour des raisons politiques**¹⁷. Cet arrêt total des centrales nucléaires a mis en évidence le fait que la société japonaise peut fonctionner sans énergie nucléaire, même si ce n'est pas grâce au mouvement antinucléaire. Cette réalité renforce la position d'un courant anti-nucléaire qui **réclame l'arrêt immédiat**.

Depuis Fukushima, le mouvement antinucléaire japonais connaît une renaissance indéniable. Les antinucléaires ont marqué des points au niveau symbolique. Ils sont massivement majoritaires dans l'opinion. Quelques quotidiens relaient aujourd'hui leurs arguments avec plus ou moins de force : le Tokyo Shinbun, le Mainichi (peut-être en quête d'un moyen de se distinguer face au Yomiuri et au Asahi qui ont pris le pas sur lui depuis quelques années) ou Akahata (l'organe du Parti communiste). Néanmoins, leur poids est encore limité face au « village nucléaire ». Et finalement, les antinucléaires restent pour l'heure des spectateurs et non des acteurs de la politique énergétique du Japon.

¹⁶ Mathieu Gaulène, p.8 : ils sont acceptés individuellement mais pas en tant que groupe.

¹⁷ En juin 2022, dix réacteurs nucléaires de six centrales avaient été remis en service depuis la catastrophe de Fukushima, mais seulement quatre réacteurs sont actuellement en fonctionnement. Bien que les gouvernements locaux aient donné leur approbation pour le redémarrage des réacteurs, certains sont toujours à l'arrêt en raison du temps nécessaire pour la mise en application des mesures de sécurité et de travaux de construction inachevés. D'ici 2023 à 2024 cinq autres devraient être remis en fonctionnement.

Ce constat de l'échec du mouvement antinucléaire au niveau politique est repris par **Ando Takemasa**.

Le mouvement de « sortie progressive » de l'énergie nucléaire après l'accident de Tchernobyl n'a pas été en mesure d'exercer un impact politique au-delà des changements dans l'opinion publique. L'auteur explique cela par trois exemples basés sur des recherches antérieures.

Tout d'abord, le mouvement a demandé à la Diète de promulguer une loi visant à éliminer **progressivement** l'énergie nucléaire.

La pétition, qui a recueilli un total de 3 millions de signatures et a été faite par des membres du Parti socialiste, a été rapidement rejetée par le Parti libéral démocrate, qui détient la majorité à la Diète, soulignant l'absence de vision stratégique du mouvement antinucléaire contre la politique parlementaire. Pourquoi alors ne pas en avoir profité pour demander un **arrêt immédiat** et non plus une « sortie progressive », préfigurant l'arrêt en urgence après l'accident de Fukushima ?

Le second exemple est la concurrence entre le **Nouveau parti contre l'énergie nucléaire**, qui a participé à l'élection de la Chambre des conseillers en 1989, avec le Parti socialiste Japonais (antinucléaire) et plusieurs nouveaux mini-partis antinucléaires, avec en plus un conflit entre les aspirations à la démocratie participative de citoyens, et l'efficacité des campagnes électorales pour faire voter les gens.

Troisièmement, l'auteur évoque le contrôle social ou la gestion des conflits par le « gouvernement » sur le mouvement. Ici l'accent est mis sur la stratégie médiatique par les relations publiques des entreprises d'électricité, la rhétorique de la dépolitisation de la question des centrales nucléaires (rayonnement, relativisation des dommages causés par les radiations, et même accent mis sur la commodité des radiations, l'individualisation du risque) et la mobilisation des salariées dans les compagnies d'électricité (un pseudo « féminisme du village nucléaire »).

Conclusion :

On ne peut pas dire que le mouvement antinucléaire post-Tchernobyl n'a eu aucune influence concrète sur la politique gouvernementale. A tout le moins, le nombre de décisions de construction de nouvelles centrales nucléaires a fortement diminué depuis les années 1990, et les nouveaux projets de construction apparus dans les années 2000 ne se sont pas concrétisés. Ainsi, plus de 50 projets de construction de centrales nucléaires ont échoué en raison de l'opposition des citoyens, notamment Shimanto-machi, Ashihama et Maki-machi. (<https://www.greenpeace.org/japan/campaigns/story/2023/08/08/59816/>) Quant à la commune de Kaminoseki, Yamaguchi-ken, les pêcheurs de Iwai-jima manifestent tous les jours depuis trente ans contre le projet d'une centrale nucléaire, alors que KEPCO lui propose le centre de stockage des déchets contre lequel les habitants s'opposent toujours.

Par ailleurs, s'agissant de la relation entre le mouvement et le système politique, on ne peut s'empêcher de souligner en arrière-plan la confrontation autour de la stratégie politique de réorganisation des partis d'opposition et des syndicats depuis les années 1980. Afin de dépasser son statut d'éternel parti d'opposition, le *Parti socialiste*, qui avait autrefois défendu une position antinucléaire, a poursuivi une nouvelle stratégie politique à travers une coalition avec le *Parti socialiste démocrate*, qui prône le nucléaire, et le *Komeito*, qui est aussi pronucléaire. L'objectif était d'étendre son influence politique en rejoignant le « Rengo » mais aussi avec d'autres alliances telles que celle avec la General Electric Power Industry Association incompatible avec le mouvement antinucléaire après l'accident de Tchernobyl.

Avec l'arrivée au pouvoir du PDJ¹⁸ en **2009**, l'opposition au nucléaire a été enterrée.

Au niveau militaire, le renforcement de l'alliance nippo-américaine s'effectue d'autant mieux que l'on assiste à un affaiblissement du camp pacifiste au Japon. En 1993, le PLD perd temporairement le pouvoir et doit former des coalitions avec le Parti socialiste (PSJ) notamment, entre 1994 et 1996. L'exercice du pouvoir contraint le PSJ à renoncer à ses positions de principe et à reconnaître la légalité des FAD et du traité de sécurité avec les Etats-Unis. **L'alliance avec les Etats-Unis devient une norme incontestable pour les principaux partis japonais** (seul le Parti communiste fait exception).

¹⁸ **PDJ** : Parti Démocrate Japonais. Parti d'opposition allié au PSJ. Le Japon a été dirigé quasiment sans discontinuité par le PLD (Parti Libéral-Démocrate) depuis 1955, sauf en 1993-1994 et de 2009 à 2012. Le PDJ est un parti de centre-gauche. Des années 1950 aux années 1970, la CIA a dépensé des millions de dollars pour favoriser le PLD contre les partis de gauche tels que les socialistes et les communistes.

Ce n'est qu'après la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en 2011 que les dommages concrets sont devenus visibles et qu'une grande quantité d'informations sur les centrales nucléaires s'est rapidement répandue dans la société, entraînant des changements majeurs dans l'opinion publique. En ce sens, peut-on dire que l'accident nucléaire de Tchernobyl n'avait pas causé suffisamment de dégâts visibles au Japon pour réveiller la majeure partie de la société, ou qu'à l'instar de la France l'opinion publique a une mémoire courte ? Cependant, dans le cas du Japon, bien que le mouvement antinucléaire ait été relégué au fil du temps à une minorité, la majorité de l'opinion publique est toujours antinucléaire à plus de 60 %, ce qui est très différent de la France, où l'opinion publique est devenue plus pro-nucléaire au fil du temps.

Toujours est il que le mouvement antinucléaire lui-même, malgré l'hostilité de l'opinion publique est resté marginal comme en France. L'imaginaire dominant est toujours structuré autour du productivisme, du travailisme et malgré les inquiétudes relatives au nucléaire, celui-ci n'est pas considéré comme un élément essentiel lors des choix électoraux. Au Japon même s'il a pu modifier le positionnement des partis politiques il n'a pas permis d'amener au pouvoir des partis antinucléaires, **et même le débat politique s'est porté sur l'adoption ou non du nucléaire militaire. Et peu à peu le gouvernement japonais comme en France relance le nucléaire civil (voir la note 10).** Le problème du système politique japonais aujourd'hui (d'après Kolin Kobayashi) c'est que la démocratie parlementaire ne fonctionne plus, que certains hommes politiques puissants et leurs courants prennent des décisions politiques arbitraires sans tenir compte de la volonté du peuple, et que cette politique a commencé à s'emballer, comme si elle avait perdu son emprise, et qu'à cet égard les situations politiques du Japon et de la France sont similaires.